



Benoît Petit se révolte contre la haine anti-chasseurs qui est menée: «Ça suffit!»



«Un reportage à charge», assure Benoît Petit - D.R.

Par Clément Glesner

Journaliste La Meuse Luxembourg

| Publié le 11/02/2021 à 18:40

Le monde de la chasse ne finit pas de diviser. Entre les anti et les pro, plus rien ne semble coller. Benoît Petit, président du Royal Saint-Hubert Club de Belgique, en a fait les frais dans un documentaire diffusé ce mercredi soir.

eL'enquête proposée par l'émission #Investigation et diffusée ce mercredi soir sur la RTBF a eu l'effet d'une bombe dans le monde de la chasse. Durant près d'une heure, des interlocuteurs de Tellin, Paliseul, Daverdisse et bien plus encore se succèdent pour dénoncer les pratiques supposées douteuses de certains chasseurs dépeints comme de véritables seigneurs sans foi ni loi sur leurs terres. Pour Benoît Petit, président du Royal Saint-Hubert Club de Belgique, cette enquête est un nouveau camouflet infligé au monde de la chasse. « C'est ce qu'on appelle un reportage à charge », remarque le représentant du milieu.

Le reportage n'était, de fait, pas tendre avec les chasseurs et a pointé du doigt une série de dérives. Quitte à ne



monter qu'une face de la médaille, la plus sombre ?

Un discours bien huilé

« Je ne comprends pas qu'on n'ait pas montré tout ce que les chasseurs réalisent pour développer la biodiversité. Personne ne relève jamais que l'on investit énormément dans la protection des oiseaux par exemple », note le chasseur. Il poursuit : « Quoi qu'on en dise, la chasse reste indispensable à la régulation de la faune. Alors que veut-on ? Que la Région wallonne engage des fonctionnaires pour prélever les animaux surnuméraires ? Ou est-ce plus intéressant de laisser cela à des passionnés qui payent pour le faire ? »

Si la rhétorique de Benoît Petit est huilée, il reste que ce reportage pose de vraies questions. En filigrane, on peut y lire que toutes les actions menées par le chasseur, d'abord dans un but louable, seraient aussitôt poussées jusqu'à leur paroxysme pour le plus pur profit personnel de quelques chasseurs. « J'entends bien, assure Benoît Petit. Mais pourquoi nourrissons-nous le gibier ? Parce qu'une loi de 61 note que les propriétaires des droits de chasse sont tenus pour responsables des dégâts réalisés par le gibier aux cultures. L'idée est de garder le gibier dans nos forêts pour éviter ces dégâts. Après, y a-t-il des dérives ? Des chasseurs nourrissent-ils dans un autre objectif que celui-là ? Je ne peux le dire. Qui peut certifier qu'il n'y a pas de dérives dans son milieu ? »

Le monde de la chasse, une mafia ?

Plus grave peut-être. À deux reprises, le terme mafia est employé en direction de certains chasseurs. « J'en tombe de ma chaise lorsque j'entends cela. Lorsque l'on est du milieu, on se rend vite compte des raisons de ces attaques. Il s'agit de la mise en lumière d'une guéguerre de voisinage. Finalement, tout est basé sur un conflit personnel. Je ne vois pas en quoi il y aurait dans le monde de la chasse une quelconque forme de mafia ! », avance le chasseur. Et pour ce qui est du lobby qui ferait presque danser les ministres sur leur tête ? « Il y a du lobby. On ne peut le nier. Nous venons porter la voix du monde de la chasse auprès de nos représentants politiques. Mais lorsque l'on se promène dans les couloirs, que remarque-t-on ? Les lobbies sont partout ! Et ceux des naturalistes, des écologistes ou ceux de Natagora sont bien plus présents. Si faire remonter l'expérience de terrain est considéré comme un lobby exagéré ou que cela pousserait à un système mafieux... Je crois qu'on a oublié ce qu'était la politique et l'importance à ce que ses acteurs aient les bonnes informations de toutes les parties, y compris du monde de la chasse. »

Si Benoît Petit réfute en bloc l'ensemble des allégations, il a également bien du mal à citer un élément qui pourrait être amélioré dans la pratique de la chasse. « L'élément que je noterais est sans doute l'évolution que la société subit quant à son rapport aux animaux. Nous devons en tenir compte. Je crois que là est le gros travail que nous devons effectuer. Mais il est global et ne s'arrête pas au monde de la chasse. La question sous-jacente est la suivante : comment l'ensemble des acteurs souhaitant profiter des plaisirs de la forêt peut-il cohabiter ? Si les forêts ont des propriétaires, la biodiversité n'en a aucune et chacun va devoir agir pour respecter davantage l'occupation des autres. »

Clément Glesner